

<p><b>Collectieve arbeidsovereenkomst van 29 september 2020 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het paritair comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden (registratienummer 122998)</b></p>	<p><b>Convention collective de travail du 29 septembre 2020 modifiant la convention collective de travail du 25 juin 2014 concernant le plan social sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par un employeur relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques (numéro d'enregistrement 122998)</b></p>
<p><b>Hoofdstuk I – Toepassingsgebied en definities</b></p>	<p><b>Chapitre I - Champ d'application et définitions</b></p>
<p><b>Art. 1. § 1.</b> Deze C.A.O. is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die ressorteren onder het Paritair Comité nr. 323 voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden die, in uitvoering van de C.A.O. van 25 juni 2014 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden (hierna de CAO van 25 juni 2014) niet zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.</p>	<p><b>Art. 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>.</b> La présente C.C.T. s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissants à la Commission Paritaire n° 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques et qui, en application de la C.C.T. du 25 juin 2014 concernant le plan social sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par un employeur relevant de la compétence de la Commission Paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. (ci-après la CCT du 25 juin 2014), ne sont pas exclus du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social.</p>
<p><b>§ 2.</b> Met “werknemers” worden alle werknemers bedoeld zonder onderscheid naar gender.</p>	<p><b>§ 2.</b> Par « travailleurs » on entend tous les travailleurs sans distinction de genre.</p>
<p><b>Hoofdstuk II – Solidariteitsreglement</b></p>	<p><b>Chapitre III – Règlement de solidarité</b></p>
<p><b>Art. 2.</b> Het solidariteitsreglement opgenomen in bijlage 2 bij de C.A.O. van 25 juni 2014 (registratienummer 122998) wordt vervangen door het solidariteitsreglement in bijlage 1 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.</p>	<p><b>Art. 2.</b> Le règlement de solidarité repris en annexe 2 de la C.C.T. du 25 juin 2014 (numéro d'enregistrement 122998) est remplacé par le règlement de solidarité en annexe 1 de la présente convention collective de travail.</p>
<p><b>Hoofdstuk III - Geldigheidsduur</b></p>	<p><b>Chapitre III - Durée de validité</b></p>

<p><b>Art. 4. § 1.</b> Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt retroactief in werking op 1 juli 2020 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.</p>	<p><b>Art. 4. § 1er.</b> La présente convention collective de travail entre en vigueur rétroactivement le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et est conclue pour une durée indéterminée.</p>
<p><b>§ 2.</b> Zij kan door één der partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité en aan de erin vertegenwoordigde organisaties. De opzegging is alleen geldig voor zover artikel 10 § 1 3° van de WAP is nageleefd.</p>	<p><b>§ 2.</b> Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée à la poste au président de la Commission Paritaire et aux organisations y représentées. Ce préavis n'est valable que pour autant que l'article 10 § 3 de la LPC ait été respecté.</p>

## ANNEXE 1 – REGLEMENT DE SOLIDARITE

**REGLEMENT DE SOLIDARITE POUR LES TRAVAILLEURS OCCUPES**  
**DANS DES ENTREPRISES RESSORTISSANT A LA COMMISSION PARITAIRE 323 POUR LA GESTION**  
**D'IMMEUBLES, LES AGENTS IMMOBILIERS ET LES TRAVAILLEURS DOMESTIQUES**

---

**Table des matières**

Table des matières .....	1
1 Objet.....	3
2 Définition des notions.....	3
3 Affiliation.....	5
4 Les prestations de solidarité .....	6
4.1 Prestations en cas de perte de revenus suite au décès d'un affilié pendant la carrière professionnelle.....	6
4.2 Financement de la constitution de la pension complémentaire pendant la période située immédiatement avant précédant la faillite de l'employeur.....	6
4.3 Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenus suite à une incapacité de travail .....	6
4.4 Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenus pendant les périodes de protection de la maternité, pause d'allaitement, congé de paternité, congé de naissance, congé d'adoption, congé parental d'accueil et congé prophylactique .....	7
5 Financement des prestations de solidarité .....	8
6 Conséquences du non-paiement des cotisations de solidarité .....	8
7 Gestion des prestations de solidarité.....	8
8 Modification .....	9
9 Fin Résiliation .....	10
10 Information .....	11
10.1 Le règlement de solidarité .....	11
10.2 Le rapport de gestion.....	11
11 Protection et traitement de données à caractère personnel.....	11
12 Litiges et droit applicable .....	12

## **1 Objet**

L'engagement de solidarité a pour but d'octroyer aux affiliés et/ou leurs ayants droit des prestations complémentaires de solidarité au régime sectoriel de pension.

Ce règlement définit les règles et modalités de l'exécution de l'engagement de solidarité de l'organisateur.

Le présent règlement de solidarité fait partie intégrante de la convention collective de travail du 25 juin 2014 concernant le régime sectoriel de pension.

## **2 Définition des notions**

Un certain nombre de notions précises sont utilisées dans ce règlement. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

### **L'organisateur**

Le fonds de sécurité d'existence Fonds 2ème Pilier CP 323 dont le siège se situe à 1070 Anderlecht, rue de Birmingham 225.

### **La convention collective de travail instaurant le régime sectoriel de pension**

La convention collective de travail du 17 février 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 mars 2014 cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 octobre 2011 modifiant le régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

A partir du 1<sup>er</sup> avril 2014 cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 juin 2014 concernant le plan social sectoriel de pension pour les

travailleurs occupés par un employeur relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

### **L'entreprise**

L'entreprise relevant du champ d'application de la convention collective de travail du 25 juin 2014 concernant le plan social sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par un employeur relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

### **L'affilié**

Le travailleur pour lequel l'organisateur a mis en œuvre l'engagement de solidarité et qui répond aux conditions d'affiliation du règlement de solidarité.

### **Congé d'adoption**

Il s'agit du congé non rémunéré au sens de l'article 30ter de la loi du 3 juillet 1978 relative aux conventions de travail.

### **Pause d'allaitement**

Il s'agit de la suspension non rémunérée du contrat de travail au sens de la CCT n° 80 instaurant un droit aux pauses d'allaitement.

### **Congé de naissance**

Il s'agit du congé non rémunéré au sens de l'article 30 § 2, deuxième alinéa de la loi du 3 juillet 1978 relative aux conventions de travail.

### **Salaire journalier moyen**

Le salaire journalier moyen est le salaire obtenu en divisant la rémunération reprise sous le code de rémunération 001 par le nombre de jours repris sous le code de prestation 001. Il s'agit dans ce cas de la rémunération et des prestations des 4 trimestres précédant le trimestre dans lequel le code DMFA 051 (pour la protection de la maternité et la pause d'allaitement), 052 (pour le congé de paternité, congé de naissance, congé d'adoption ou congé parental d'accueil) ou 053 (pour le congé prophylactique) apparaît pour la première fois.

Code de prestation 001 : toutes les données relatives aux temps de travail couverts par du salaire avec cotisations ONSS, à l'exception des vacances légales et complémentaires des ouvriers.

Code de rémunération 001 : tous les montants considérés comme du salaire, à l'exception des indemnités mentionnées sous un autre code.

### **Protection de la maternité**

Il s'agit de la suspension non rémunérée du contrat de travail au sens de

- l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971
- les articles 42 à 43bis de la loi sur le travail du 16 mars 1971

### **Congé parental d'accueil**

Il s'agit du congé non rémunéré au sens de l'article 30 sexies de la loi du 3 juillet 1978 relative aux conventions de travail.

### **Congé prophylactique**

Il s'agit du congé non rémunéré au sens de l'article 239 § 1 de l'Arrêté Royal du 3 juillet 1996 en exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

### **L'organisme de solidarité**

Le fonds social et de garantie du secteur immobilier, qui a son siège social à 9000 Gand, Kortrijksesteenweg 1005, un fonds de sécurité d'existence, appelé ci-après l'organisme de solidarité.

### **Fonds de solidarité**

Le fonds collectif qui est établi auprès de l'organisme de solidarité dans le cadre de l'engagement de solidarité et lequel est géré séparément de ses autres activités.

### **Sortie**

La sortie est censée avoir lieu :

- Soit en cas d'expiration du contrat de travail avec un employeur qui est soumis au présent règlement, autrement que par le décès ou la mise à la retraite. N'est toutefois pas considérée comme une sortie, l'expiration du contrat de travail, autrement que par le décès ou la mise à la retraite, suivie par la conclusion d'un contrat de travail dans les deux trimestres avec un autre employeur qui tombe sous le champ d'application du présent règlement ;
- Soit en cas de fin de l'affiliation en raison du fait que le travailleur ne remplit plus les conditions d'affiliation du régime de solidarité, sans que cela ne coïncide avec l'expiration du contrat de travail, autrement que par le décès ou la mise à la retraite ;
- Soit en cas de fin de l'affiliation en raison du fait que l'employeur ou, en cas de transfert de contrat de travail, le nouvel employeur du travailleur, ne relève plus du champ d'application de la convention collective de travail par laquelle le régime de solidarité est instauré.

En cas de sortie, les droits et avantages prévus dans le présent règlement prennent tout de suite fin.

Etant donné que le présent engagement de solidarité fait partie intégrante du régime social de pension sectoriel, les termes utilisés dans le règlement de solidarité qui ne figureraient pas dans la liste terminologique précitée devront être interprétés à la lumière de la Loi relative aux pensions complémentaires du 28 avril 2003, nommée ci-après LPC, ou de la liste terminologique figurant dans le règlement de pension.

### **Congé de paternité**

Il s'agit du congé non rémunéré au sens de l'article 30 § 2, premier alinéa de la loi du 3 juillet 1978 relative aux conventions de travail.

### **LPC**

Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

## **3 Affiliation**

Pour avoir droit aux prestations de solidarité,

- Le travailleur doit être affilié au régime social de pension sectoriel de l'organisateur ;
- Le travailleur doit être employé avec un contrat de travail auprès d'un employeur qui tombe sous le champ d'application du régime de pension sectoriel de l'organisateur ;
- Des cotisations au régime sectoriel de pension doivent avoir été versées pendant quatre trimestres au moins (non-obligatoirement consécutifs).



A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, la condition de quatre trimestres de versement de cotisations ne s'applique plus.

L'engagement de solidarité n'est pas constitutif de droits acquis, ni en cas de sortie, ni en cas de modification ou d'abrogation du règlement de solidarité.

Un affilié qui a obtenu la liquidation de ses montants assurés dans le cadre de l'engagement de pension et qui, par la suite, est de nouveau affilié est considéré être un nouvel affilié.

Un affilié qui a choisi de transférer ses réserves acquises dans le cadre de l'engagement de pension, vers un autre organisme de pension, et qui, par la suite, est de nouveau affilié est également considéré être un nouvel affilié.

## **4 Les prestations de solidarité**

Tous les montants, avantages et prestations qui découlent du présent règlement de solidarité constituent des montants bruts sur lesquels toutes les retenues, charges, cotisations et tous les impôts légalement dus devront être prélevés. Ces retenues, charges, cotisations et impôts sont à charge de(s) l'affilié(s) ou du (des) bénéficiaire(s).

Les prestations de solidarité suivantes sont définies :

### **4.1 Prestations en cas de perte de revenus suite au décès d'un affilié pendant la carrière professionnelle**

En cas de décès de l'affilié pendant la carrière professionnelle, un montant tenant lieu de compensation de perte de revenu sera octroyé :

- 1250 euros en cas de décès avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 1700 euros en cas de décès en 2015
- 2500 euros en cas de décès en 2016
- 3500 euros en cas de décès à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Si le décès de l'affilié est précédé par une période indemnisée pour cause de maladie ou d'accident, le(s) bénéficiaire(s) maintient (maintiennent) l'allocation seulement si le décès a eu lieu dans les cinq ans suivant la date de début de la période indemnisée pour cause de maladie ou d'accident.

Ce montant est multiplié par le taux d'occupation par rapport à un emploi à temps plein en vigueur au moment du décès.

Ce montant unique sera additionné à la prestation qui sera octroyée en cas de décès en vertu du règlement de pension sectoriel et sera liquidé au bénéficiaire selon les modalités du règlement de pension du régime sectoriel.

#### 4.2 Financement de la constitution de la pension complémentaire pendant la période précédant la faillite de l'employeur

Au cas où l'Office National de Sécurité Sociale ne pouvait percevoir les moyens suffisants pour financer la constitution de pension prévue dans le règlement, les allocations de pension manquantes seront versées sur le compte de pension individuel et les découverts seront pris en charge par le fonds de solidarité dans le respect de la législation en vigueur, jusqu'à un mois après la faillite.

Cette prestation sera réglée sans que l'affilié ne doive introduire de demande.

#### 4.3 Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenus suite à une incapacité de travail

Si l'affilié est touché par une invalidité avec perte de revenus d'une durée d'au moins 200 jours pendant une période de cinq trimestres consécutifs, un montant de 1200 euros (montant applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017) sera versé sur le compte de pension individuel de l'affilié.

Si l'affilié est touché par une incapacité de travail avec perte de revenus d'une durée d'au moins 400 jours pendant une période de onze trimestres consécutifs, un nouveau montant de 1200 euros sera versé sur le compte de pension individuel de l'affilié et ce à dater du 1<sup>er</sup> juillet 2020.

Les montants précités sont multipliés par le taux d'activité par rapport à un emploi à temps plein en vigueur au début de l'incapacité.

A dater du 1<sup>er</sup> juillet 2020, un affilié peut, aux mêmes conditions, percevoir les montants précités, une seconde fois au cours de sa carrière, pour autant qu'il y ait au moins 40 trimestres entre la fin de la première période d'incapacité de travail et le début de la deuxième période d'incapacité de travail et que des prestations effectives aient été livrées pendant un jour au moins, au cours de chacun de ces trimestres. Il s'agit de prestations effectives reprises sous le code de prestation 001.

Il sera uniquement tenu compte des périodes d'incapacité de travail débutant au plus tôt le 1<sup>er</sup> avril 2010.

Il s'agit des incapacités de travail régies par les codes 50, 60 et 61 des DMFA-LPC :

- Code 50 : maladie (maladie ou accident de droit commun et congé prophylactique)
- Code 60 : accident de travail
- Code 61 : maladie professionnelle

Ces prestations seront réglées sans que l'affilié ne doive introduire de demande.

#### 4.4 Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenus pendant les périodes de protection de la maternité, pause d'allaitement, congé de paternité, congé de naissance, congé d'adoption, congé parental d'accueil et congé prophylactique

Pendant la période de protection de la maternité, pause d'allaitement, congé de paternité, congé de naissance, congé d'adoption, congé parental d'accueil et congé prophylactique, qui prend cours au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 2020, un montant égal à 3,06% du salaire journalier moyen, par jour assimilé déclaré à l'ONSS, est versé sur le compte de pension individuel de l'affilié.

Il s'agit des codes DMFA-LPC suivants:

- Code 051 (protection de la maternité et pause d'allaitement)
- Code 052 (congé de paternité ou de naissance, congé d'adoption et congé parental d'accueil)
- Code 053 (congé prophylactique)

Ces prestations seront réglées sans que l'affilié ne doive introduire de demande.

## 5 Financement des prestations de solidarité

Les prestations de solidarité sont financées par une cotisation de solidarité qui s'élève au minimum à 4,4 % de l'allocation de pension due en vertu du régime de pension sectoriel de l'organisateur. La cotisation de solidarité est perçue en même temps que l'allocation de pension, par l'Office Nationale de Sécurité Sociale et transmise par l'intermédiaire de l'organisateur à l'organisme de solidarité.

Les règles et les modalités de financement du plan de pension sectoriel social sont établies par une convention collective de travail.

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2010 au 31 décembre 2011, il s'agit de la convention collective de travail du 25 février 2010.

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 mars 2014, il s'agit de la convention collective de travail du 25 octobre 2011 concernant la fixation de la cotisation pour le plan de pension sectoriel.

A partir du 1<sup>er</sup> avril 2014, il s'agit de la convention collective de travail du 11 décembre 2013 concernant la fixation de la cotisation pour le plan de pension sectoriel.

## **6 Conséquences du non-paiement des cotisations de solidarité**

L'organisme de solidarité informera chaque affilié par courrier envoyé à son adresse personnelle, au plus tard dans les 3 mois suivant la date à laquelle il a eu connaissance d'un retard de paiement.

## **7 Gestion des prestations de solidarité**

L'organisateur s'engage, envers les employeurs et les affiliés, à faire tout ce qui est nécessaire pour la bonne exécution de ce régime de solidarité et le respect la réglementation applicable.

L'organisateur est habilité à fournir à l'organisme de solidarité tous les renseignements et preuves nécessaires à la bonne exécution du présent règlement.

L'affilié ou le bénéficiaire fournira, sur simple demande, toutes les informations et preuves nécessaires pour permettre à l'organisme de solidarité de remplir ses obligations vis-à-vis de l'affilié ou ses ayants droit.

Tant qu'ils ne fournissent pas les informations et preuves nécessaires, l'organisateur et l'organisme de solidarité ne pourront remplir leurs obligations vis-à-vis de l'affilié et des bénéficiaires quant aux avantages décrits dans ce règlement. Le cas échéant, il ne peut être question d'une quelconque forme d'indemnisation ou d'intérêts de retard pour un éventuel paiement tardif des droits.

S'ils ne fournissent pas ces informations ou preuves, l'organisateur et l'organisme de solidarité seront dégagés de leurs obligations vis-à-vis de l'affilié et du bénéficiaire, en ce qui concerne l'avantage décrit dans le présent règlement.

L'organisme de solidarité couvre l'affilié sur base des données communiquées par l'organisateur. L'organisme de solidarité tient uniquement compte des dernières données communiquées.

L'organisateur est responsable de l'exactitude des renseignements et des conséquences qui découlent de renseignements imprécis, incomplets, incorrects et tardifs communiqués à l'organisme de solidarité, pour autant que l'employeur a communiqué les renseignements précis, complets, corrects et à temps.

L'organisme de solidarité respectera toutes les obligations imposées par la LPC et toute autre réglementation.

Le fonds de solidarité duquel les prestations de solidarité seront payées constitue une réserve collective qui est gérée sur base des objectifs et dispositions du présent règlement.

Le fonds de solidarité appartient à la collectivité des affiliés. Si une entreprise ou un travailleur, pour une raison ou l'autre, ne fait plus partie du champ d'application du présent règlement de solidarité, celle-ci ou celui-ci ne peut en aucun cas faire valoir des droits sur les avoirs du fonds de solidarité.

Le fonds de solidarité et les prestations de solidarité seront gérés sur base des dispositions de la législation qui leur est applicable. A cette fin, l'organisme de solidarité gèrera les comptes du fonds de solidarité de manière distincte des autres activités.

Les recettes des comptes du fonds de solidarité peuvent être constituées par :

- Les cotisations de solidarité en vertu du présent règlement de solidarité ;
- Les éventuels montants versés par l'organisateur ;
- Les revenus financiers des comptes du fonds de solidarité.

Les dépenses des comptes du fonds de solidarité peuvent être constituées par :

- Le paiement des prestations de solidarité prévues par le présent règlement ;
- Le financement des primes d'assurance que l'organisme de solidarité conclurait pour les prestations de solidarité prévues au présent règlement ;
- Les coûts de gestion de l'engagement de solidarité.

L'organisme de solidarité établit, à la fin de chaque exercice comptable, un compte de résultat ainsi qu'un bilan avec l'actif et le passif du fonds de solidarité et envoie ces pièces, au plus tard un mois après leur approbation, à la FSMA.

## **8 Modification**

Les prestations de solidarité décrites dans ce règlement peuvent être adaptées à tout moment, en fonction des moyens disponibles, en vue du maintien de l'équilibre financier conformément aux dispositions légales. A cette fin, l'organisateur prendra l'initiative d'adapter le présent règlement.

Une modification du règlement sera actée par une convention collective de travail, comme prévu dans la législation y relative en vigueur.

Une modification de l'engagement de solidarité ne donne pas lieu à des droits acquis.

Un changement d'organisme de solidarité et le transfert y éventuellement lié de réserves sont soumis aux conditions prévues par la LPC.

## **9 Résiliation**

Au cas où le régime de pension sectoriel prenait fin, les réserves du volet de solidarité seraient réparties entre les affiliés, au prorata de leurs réserves acquises dans le régime de pension et versées comme prime unique sur le compte de pension individuel, après déduction des provisions pour les prestations de solidarité en cours et des coûts à prévoir pour la résiliation du régime de solidarité.

Au cas où le régime de solidarité n'était plus d'application pour un organisateur ou une entreprise, celui-ci ou celle-ci ne pourrait en aucun cas faire valoir des droits à une partie des avoirs sur les comptes du fonds de solidarité.

La résiliation de l'engagement de solidarité ne donne pas lieu à l'établissement de droits acquis.

## **10 Information**

### **10.1 Le règlement de solidarité**

Le texte du règlement de solidarité sera fourni par l'organisateur aux affiliés à leur simple demande.

### **10.2 Le rapport de gestion**

L'organisme de solidarité établit chaque année un rapport de gestion de l'engagement de solidarité.

Le texte du rapport de gestion sera fourni par l'organisateur aux affiliés à leur simple demande.

## **11 Protection et traitement de données à caractère personnel**

L'organisateur et l'organisme de solidarité accordent une importance particulière à la protection des données à caractère personnel et les traitent conformément à la réglementation en vigueur, notamment le Règlement Général sur la Protection des Données à caractère personnel (RGPD ou GDPR) et les déclarations de vie privée de l'organisateur et de l'organisme de solidarité.

### **Finalités du traitement**

L'organisateur reçoit les données à caractère personnel des affiliés et de leurs ayants droit de l'Association des Organismes Sectoriels.

L'organisateur communique les données à caractère personnel à l'organisme de solidarité en vue de la gestion et de l'exécution du règlement de solidarité.

L'organisateur et l'organisme de solidarité traitent les données à caractère personnel des affiliés et de leurs bénéficiaires (« les personnes concernées ») dans le but de l'exécution de ce règlement de solidarité et à l'exclusion de tout but commercial et ce, sur base d'une obligation légale (LPC).

Dans ce contexte, les deux parties ont le statut de responsable du traitement.

L'organisateur et l'organisme de solidarité peuvent, en tant que responsable du traitement, également traiter les données à caractère personnel pour les finalités suivantes :

- Remplir des obligations légales et réglementaires telles que des obligations fiscales, et ce , sur base d'une disposition légale ;
- La gestion du fichier des personnes pour le paiement des prestations de solidarité ;

- La rédaction de statistiques, la détection et la prévention d'abus et de fraude, la composition de preuves, la sécurisation de biens, de personnes, de réseaux informatiques, et de systèmes informatiques du responsable du traitement, l'optimisation de processus (par exemple en matière de l'évaluation et de l'acceptation d'un risque) et ce, sur base d'un intérêt légitime du responsable du traitement ;
- Le conseil, sur base de l'intérêt légitime du responsable du traitement, sauf si la personne concernée s'y oppose.

Pour réaliser ces finalités, le responsable du traitement peut également recevoir des données à caractère personnel de la personne concernée ou de tiers. Le cas échéant, ces finalités de traitement peuvent être basées sur le consentement de la personne concernée.

### **Catégories de données à caractère personnel traitées et de destinataires potentiels**

Les catégories suivantes de données à caractère personnel peuvent être traitées : des données d'identification et de contact, des données financières, des caractéristiques personnelles, l'emploi, la composition de la famille, des données judiciaires.

Ces données peuvent être communiquées à un sous-traitant du responsable du traitement, à un expert, un avocat, un aviseur technique.

Elles peuvent également être communiquées à quelque personne ou instance que ce soit, dans le cadre d'une obligation légale ou une décision administrative ou judiciaire ou s'il existe un intérêt légitime.

### **Droits des personnes concernées**

Les affiliés et leurs bénéficiaires peuvent adresser une demande datée et signée, à un responsable du traitement, pour exercer leur droit à l'accès, à la correction, à l'annulation, à la limitation et au transfert des données à caractère personnel. Une telle demande doit être adressée au DPO, Porta Secura, joignable via e-mail sur l'adresse suivante : [michael.boeynaems@portasecura.com](mailto:michael.boeynaems@portasecura.com).

Davantage d'information en matière de protection et de traitement des données à caractère personnel est disponible dans la déclaration de vie privée/la politique de vie privée de l'organisateur et de l'organisme de solidarité, disponible sur leur site web.



## **12 Litiges et droit applicable**

Le droit belge est applicable au présent règlement de solidarité. Les litiges éventuels entre les parties y relatifs sont soumis à la compétence des tribunaux belges.

\*\*\*

## BIJLAGE 1 – SOLIDARITEITSREGLEMENT

**SOLIDARITEITSREGLEMENT VOOR DE WERKNEMERS TEWERKGESTELD IN ONDERNEMINGEN DIE  
BEHOREN TOT HET PARITAIR COMITÉ 323 VOOR HET BEHEER VAN GEBOUWEN, DE  
VASTGOEDMAKELAARS EN DE DIENSTBODEN**

---

## **Inhoudstafel**

Inhoudstafel .....	19
1 Voorwerp .....	20
2 Begripsomschrijving.....	20
3 Aansluiting .....	23
4 De solidariteitsprestaties .....	24
4.1 Uitkeringen bij inkomstenverlies ten gevolge van overlijden van de aangeslotene tijdens de beroepsloopbaan .....	24
4.2 Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen tijdens de periode voorafgaand aan het faillissement van de werkgever .....	24
4.3 Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies ten gevolge van arbeidsongeschiktheid.....	25
4.4 Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies tijdens de periodes van moederschapsbescherming, borstvoedingspauze, vaderschapsverlof, geboorteverlof, adoptieverlof, pleegouderverlof en profylactisch verlof .....	26
5 Financiering van de solidariteitsprestaties .....	26
6 Gevolgen van het niet betalen van de solidariteitsbijdrage .....	27
7 Beheer van de solidariteitsprestaties.....	27
8 Wijziging .....	28
9 Beëindiging .....	29
10 Informatie .....	29
10.1 Het solidariteitsreglement .....	29
10.2 Het beheersverslag.....	29
11 Bescherming en verwerking van persoonsgegevens .....	30
12 Geschillen en toepasselijk recht .....	31

## **1. Voorwerp**

De toezegging van solidariteitsprestaties heeft tot doel om aan de aangeslotenen en/of hun rechthebbenden bijkomende solidariteitsprestaties bij het sectoraal pensioenstelsel toe te kennen.

Dit solidariteitsreglement bepaalt de regels en modaliteiten voor de uitvoering van de solidariteitstoezegging van de inrichter.

Dit solidariteitsreglement is een onderdeel van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 betreffende het sectoraal pensioenstelsel.

## **2. Begripsomschrijving**

In dit reglement worden een aantal begrippen gebruikt, die de volgende betekenis hebben:

### **Inrichter**

Het fonds voor bestaanszekerheid Fonds 2de Pijler PC 323 met zetel te 1070 Anderlecht, Birminghamstraat 225.

### **Collectieve arbeidsovereenkomst die het sociaal sectoraal pensioenstelsel invoert**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 17 februari 2011 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen die behoren tot het paritair comité 323 voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Van 1 januari 2012 tot 31 maart 2014 wordt deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Vanaf 1 april 2014 wordt deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

### **Onderneming**

De onderneming die valt binnen het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in

een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het paritair comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

### **Aangeslotene**

De werknemer waarvoor de inrichter een solidariteitsstelsel heeft ingevoerd, en die aan de aansluitingsvoorwaarden van het solidariteitsreglement voldoet.

### **Adoptieverlof**

Het betreft het onbezoldigd verlof in de zin van artikel 30ter van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

### **Borstvoedingspauze**

Het betreft de onbezoldigde schorsing van de arbeidsovereenkomst de zin van CAO nr. 80 tot invoering van een recht op borstvoedingspauze.

### **Geboorteverlof**

Het betreft het onbezoldigd verlof in de zin van artikel 30 § 2, tweede lid van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

### **Gemiddeld dagloon**

Het gemiddeld dagloon is het loon dat wordt bekomen door de onder bezoldigingscode 001 opgenomen bezoldiging te delen door het aantal dagen opgenomen onder prestatiecode 001. Het betreft hier de bezoldiging en de prestaties voor de 4 trimesters voorafgaand aan het trimester waarin voor het eerst de DMFA code 051 (voor moederschapsbescherming en borstvoedingspauze), 052 (voor vaderschapsverlof, geboorteverlof, adoptieverlof of pleegouderverlof) of 053 (voor profylactisch verlof) voorkomt.

Prestatiecode 001 : alle arbeidstijdgegevens gedekt door loon met RSZ-bijdragen, met uitzondering van de wettelijke en bijkomende vakantie van arbeiders

Bezoldigingscode 001 : alle bedragen die steeds als loon worden beschouwd, met uitzondering van de vergoedingen die onder een andere code worden vermeld.

### **Moederschapsbescherming**

Het betreft de onbezoldigde schorsing van de arbeidsovereenkomst in de zin van

- artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971
- artikel 42 tot 43bis van de arbeidswet van 16 maart 1971

### **Pleegouderverlof**

Het betreft het onbezoldigd verlof in de zin van artikel 30 sexies van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

### **Profylactisch verlof**

Het betreft het onbezoldigd verlof in de zin van artikel 239 § 1 van het Koninklijk Besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

### **Solidariteitsinstelling**

Het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de vastgoedsector, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 1005, een fonds voor bestaanszekerheid, hierna de solidariteitsinstelling genoemd.

### **Solidariteitsfonds**

Het collectieve fonds dat bij de solidariteitsinstelling in het kader van de solidariteitstoezegging wordt gevormd en afgescheiden van diens overige activiteiten wordt beheerd.

### **Uittreding**

De uittreding wordt geacht te hebben plaatsgevonden:

In geval van beëindiging van de arbeidsovereenkomst met een werkgever op wie dit reglement van toepassing is, anders dan door overlijden of pensionering. Wordt evenwel niet als een uittreding beschouwd, de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of pensionering, die wordt gevolgd door het sluiten van een arbeidsovereenkomst binnen de twee trimesters met een andere werkgever die onder het toepassingsgebied van onderhavig reglement valt.

In geval van beëindiging van de aansluiting vanwege het feit dat de aangeslotene niet langer de aansluitingsvoorwaarden van het solidariteitsstelsel vervult, zonder dat dit samenvalt met de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of pensionering;

In geval van beëindiging van de aansluiting vanwege het feit dat de werkgever of, in geval van de overgang van de arbeidsovereenkomst, de nieuwe werkgever niet langer valt onder het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst die het pensioenstelsel heeft ingevoerd.

In geval van uittreding vervallen onmiddellijk alle rechten en voordelen voorzien in het solidariteitsreglement.

Gezien deze solidariteitstoezegging een integrerend onderdeel uitmaakt van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, dienen in het solidariteitsreglement gehanteerde termen die niet zouden opgenomen zijn in de hiervoor vermelde begrippenlijst te worden opgevat in hun betekenis in het licht van de Wet betreffende de aanvullende pensioenen van 28 april 2003, hierna WAP genoemd, of in het licht van de in het pensioenreglement opgenomen begrippenlijst.

### **Vaderschapsverlof**

Het betreft het onbezoldigd verlof in de zin van artikel 30 § 2, eerste lid van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

### **WAP**

Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid

## **3. Aansluiting**

Om aanspraak te kunnen maken op de solidariteitsprestaties dient :

- de werknemer aangesloten te zijn bij het sociaal sectoraal pensioenstelsel van de inrichter ;
- de werknemer tewerkgesteld te zijn met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever die onder het toepassingsgebied van het sectorale pensioenstelsel van de inrichter valt ;
- voor de werknemer gedurende minstens vier, niet noodzakelijk opeenvolgende, trimesters bijdragen aan het sectoraal pensioenstelsel te zijn betaald.

Vanaf 1 januari 2019 vervalt de voorwaarde van minstens vier trimesters bijdragebetaling aan het sectoraal pensioenstelsel.

De solidariteitstoezegging geeft geen aanleiding tot de vestiging van verworven rechten bij uittreding of bij wijziging of opheffing van het solidariteitsreglement.

Een aangeslotene die de vereffening van zijn verzekerde bedragen in het kader van zijn pensioentoezegging heeft verkregen en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves in kader van zijn pensioentoezegging over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt eveneens als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

#### **4. De solidariteitsprestaties**

Alle bedragen, voordelen en uitkeringen die voortvloeien uit dit solidariteitsreglement vormen bruto bedragen, waarop alle bij wet verschuldigde inhoudingen, heffingen, bijdragen en belastingen in mindering gebracht moeten worden. Al deze inhoudingen, heffingen, bijdragen en belastingen zijn ten laste van de aangeslotene(n) of de begunstigde(n).

De volgende solidariteitsprestaties worden vastgelegd :

##### **4.1. Uitkeringen bij inkomstenverlies ten gevolge van overlijden van de aangeslotene tijdens de beroepsloopbaan**

In geval van overlijden van de aangeslotene tijdens de beroepsloopbaan zal er een bedrag ter vergoeding van inkomensverlies toegekend worden van:

- 1250 euro bij overlijden voor 1 januari 2015
- 1700 euro bij overlijden in 2015
- 2500 euro bij overlijden in 2016
- 3500 euro bij overlijden vanaf 1 januari 2017.

Indien het overlijden van de aangeslotene voorafgegaan wordt door een vergoede periode wegens ziekte of ongeval, dan dient het overlijden plaats te vinden binnen de 5 jaren na de begindatum van de vergoede periode wegens ziekte of ongeval.

Dit bedrag wordt vermenigvuldigd met de tewerkstellingsbreuk in verhouding tot een voltijdse dienstbetrekking die in voege was op het ogenblik van het overlijden.

Dit eenmalig bedrag wordt gevoegd bij de uitkering die krachtens het sectoraal pensioenstelsel wordt toegekend in geval van overlijden, en wordt uitgekeerd aan de begunstigde volgens de modaliteiten van het pensioenreglement van het sectorale pensioenstelsel.

##### **4.2. Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen tijdens de periode voorafgaand aan het faillissement van de werkgever**



In geval de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid onvoldoende gelden kan innen voor de in het pensioenreglement voorziene pensioenopbouw, zullen die ontbrekende pensioentolagen op de individuele pensioenrekening gestort worden en zullen de tekorten met respect van de geldende wetgeving door het solidariteitsfonds ten laste genomen worden tot ten hoogste één maand na de faillietverklaring.

Deze prestatie wordt vereffend zonder dat de aangeslotene hiertoe een aanvraag moet indienen.

#### 4.3. Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies ten gevolge van arbeidsongeschiktheid

In geval de aangeslotene het slachtoffer is van een arbeidsongeschiktheid met verlies van inkomen, waarvan de duurtijd minstens 200 dagen over een periode van vijf opeenvolgende trimesters bedraagt, wordt een bedrag gestort op de individuele pensioenrekening van de aangeslotene van 1200 euro (bedrag van toepassing vanaf 1 januari 2017)

Indien de aangeslotene het slachtoffer is van een arbeidsongeschiktheid met verlies van inkomen, waarvan de duurtijd minstens 400 dagen over een periode van elf opeenvolgende trimesters bedraagt, wordt met ingang van 1 juli 2020 nogmaals een bedrag gestort op de individuele pensioenrekening van de aangeslotene van 1200 euro. Voormelde bedragen worden vermenigvuldigd met de tewerkstellingsgraad in verhouding tot een voltijdse dienstbetrekking die in voege was bij het begin van de arbeidsongeschiktheid.

Met ingang van 1 juli 2020 kan een aangeslotene, onder dezelfde voorwaarden, een tweede maal tijdens zijn loopbaan voormelde bedragen ontvangen voor zover er tussen het einde van de eerste periode van arbeidsongeschiktheid en het begin van de tweede periode van arbeidsongeschiktheid minstens 40 trimesters zitten en dat tijdens elk van deze trimesters minstens voor één dag effectieve prestaties werden geleverd. Het betreft effectieve prestaties opgenomen onder prestatiecode 001.

Er wordt alleen maar rekening gehouden met periodes van arbeidsongeschiktheid die een aanvang nemen ten vroegste op 1 april 2010.

Het betreft de arbeidsongeschiktheid, zoals gedekt in de codes 50, 60 en 61 van de DMFA-WAP :

- Code 50: ziekte (ziekte of ongeval van gemeen recht en profylactisch verlof)
- Code 60: arbeidsongeval
- Code 61: beroepsziekte

Deze prestaties wordt vereffend zonder dat de aangeslotene hiertoe een aanvraag moet indienen.

#### 4.4. Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies tijdens de periodes van moederschapsbescherming, borstvoedingspauze, vaderschapsverlof, geboorteverlof, adoptieverlof, pleegouderverlof en profylactisch verlof

Tijdens de periode van moederschapsbescherming, borstvoedingspauze, vaderschapsverlof, geboorteverlof, adoptieverlof, pleegouderverlof en profylactisch verlof die een aanvang neemt ten vroegste op 1 juli 2020 wordt per gelijkgestelde dag aangegeven bij de RSZ een bedrag overeenstemmend met 3,06% van het gemiddeld dagloon gestort op de individuele pensioenrekening van de aangeslotene.

Het betreft volgende codes van de DMFA-WAP :

- Code 051 (moederschapsbescherming en borstvoedingspauze)
- Code 052 (vaderschaps- of geboorteverlof, adoptieverlof en pleegouderverlof)
- Code 053 (profylactisch verlof)

Deze prestaties wordt vereffend zonder dat de aangeslotene hiertoe een aanvraag moet indienen.

### 5. Financiering van de solidariteitsprestaties

De solidariteitsprestaties worden gefinancierd door een solidariteitsbijdrage die minstens gelijk is aan 4,4 % van de pensioentolage die in uitvoering van het sectoraal pensioenstelsel van de inrichter verschuldigd is. Deze solidariteitsbijdrage wordt samen met de pensioentolage door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid geïnd en via de inrichter aan de solidariteitsinstelling overgemaakt.

De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het sociaal sectoraal pensioenplan worden vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst.

Van 1 april 2010 tot 31 december 2011 is dit de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2010.

Voor de periode van 1 januari 2012 tot 31 maart 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.

Voor de periode vanaf 1 april 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2013 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.

## **6. Gevolgen van het niet betalen van de solidariteitsbijdrage**

De solidariteitsinstelling zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 3 maanden volgend op de datum waarop zij kennis kreeg van een betalingsachterstand, door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

## **7. Beheer van de solidariteitsprestaties**

De inrichter gaat tegenover alle werkgevers en aangeslotenen de verbintenis aan alles te doen wat nodig is voor de goede uitvoering van dit solidariteitsstelsel en ter naleving van de toepasselijke reglementering.

De inrichter is gemachtigd om aan de solidariteitsinstelling alle inlichtingen en bewijsstukken over te maken die nodig zijn voor de goede uitvoering van dit reglement.

De aangeslotene of de begunstigde zal op eenvoudige aanvraag alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken bezorgen die nodig zijn opdat de solidariteitsinstelling zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren.

Zolang zij deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaken, zullen de inrichter en de solidariteitsinstelling hun verplichtingen tegenover de aangeslotene en de begunstigten met betrekking de voordelen die in dit reglement beschreven worden niet kunnen uitvoeren. Er kan in dat geval geen sprake zijn van enige vorm van vergoeding of verwijlntrest voor een gebeurlijke late uitbetaling van rechten.

Indien zij deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaken, dan zullen de inrichter en de solidariteitsinstelling ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de aangeslotene en de begunstigde met betrekking tot het voordeel dat in dit reglement beschreven wordt.

De solidariteitsinstelling dekt de aangeslotene op basis van de gegevens overgemaakt door de inrichter. De solidariteitsinstelling houdt uitsluitend rekening met de laatst meegedeelde gegevens.

De inrichter staat in voor de nauwkeurigheid van de inlichtingen en is verantwoordelijk voor de gevolgen die voortvloeien uit alle onnauwkeurige onvolledige, onjuiste of laattijdige inlichtingen, die verstrekt worden aan de solidariteitsinstelling, voor zover de werkgever de inlichtingen nauwkeurig, volledig, correct en op tijd heeft verstrekt.

De solidariteitsinstelling zal alle door de WAP en andere regelgeving opgelegde verplichtingen naleven.

Het solidariteitsfonds waaruit de solidariteitsprestaties geput worden, is een stelsel van collectieve reserve dat beheerd wordt overeenkomstig de in dit reglement gedefinieerde doelstellingen en bepalingen.

Het solidariteitsfonds behoort toe aan het geheel van de aangeslotenen. Indien een werkgever of werknemer om één of andere reden ophoudt deel uit te maken van het toepassingsgebied van dit solidariteitsreglement, kan hij op geen enkele wijze aanspraak maken op de tegoeden van het solidariteitsfonds.

Het solidariteitsfonds en de solidariteitsprestaties worden beheerd in overeenstemming met de bepalingen van de ter zake geldende wetgeving. Daartoe zal de solidariteitsinstelling de rekeningen van het solidariteitsfonds afzonderlijk van de andere activiteiten beheren.

De inkomsten van de rekeningen van het solidariteitsfonds kunnen bestaan uit:

- De solidariteitsbijdragen in uitvoering van dit solidariteitsreglement
- Eventuele andere sommen gestort door de inrichter
- De financiële opbrengsten van de rekening(en) van het solidariteitsfonds

De uitgaven van de rekeningen van het solidariteitsfonds kunnen bestaan uit:

- De uitkering van de in dit reglement bepaalde solidariteitsprestaties
- De financiering van de premies bestemd voor de verzekering die de solidariteitsinstelling voor de in dit reglement bepaalde solidariteitsprestaties zou sluiten
- De kosten voor het beheer van de solidariteitstoezegging

De solidariteitsinstelling stelt op het einde van ieder boekjaar een resultatenrekening op, evenals een balans met activa en passiva van het solidariteitsfonds en zendt deze stukken binnen de maand na hun goedkeuring aan de FSMA.

## **8. Wijziging**

De solidariteitsprestaties zoals die in dit reglement beschreven worden, kunnen op ieder ogenblik aangepast worden aan de beschikbare middelen met het oog op het behouden van het financiële evenwicht in overeenstemming met de wettelijke bepalingen. Te dien einde zal de inrichter het initiatief nemen om onderhavig reglement aan te passen.

Een wijziging van het solidariteitsreglement wordt vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst, zoals voorzien in de ter zake geldende wetgeving.

De wijziging van de solidariteitstoezegging geeft geen aanleiding tot de vestiging van verworven rechten.

Een wijziging van de solidariteitsinstelling en de eventueel hiermee verbonden overdracht van reserves is onderworpen aan de voorwaarden zoals voorzien in de WAP.

## **9. Beëindiging**

Indien het sectorale pensioenstelsel zou stopgezet worden, zullen de reserves van het solidariteitsluik onder de aangeslotenen verdeeld worden naar rata van hun verworven reserves in het pensioenstelsel en aangewend worden als een koopsom op de individuele pensioenrekening, na aftrek van de provisies voor lopende solidariteitsprestaties en voor te voorziene kosten in verband met de opheffing van het solidariteitsstelsel.

Indien dit solidariteitsreglement niet langer van toepassing is op een inrichter of een werkgever, kan die op geen enkele wijze aanspraak maken op een gedeelte van de tegoeden op de rekeningen van het solidariteitsfonds.

De beëindiging van de solidariteitstoezegging geeft geen aanleiding tot de vestiging van verworven rechten.

## **10. Informatie**

### **10.1. Het solidariteitsreglement**

De tekst van het solidariteitsreglement wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

### **10.2. Het beheersverslag**

De solidariteitsinstelling stelt jaarlijks een verslag over het beheer van de solidariteitstoezegging op.

De tekst van het beheersverslag wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

## 11. Bescherming en verwerking van persoonsgegevens

De inrichter en de solidariteitsinstelling hechten een bijzonder belang aan de bescherming van persoonsgegevens en verwerken deze conform de toepasselijke reglementering, onder meer de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG of GDPR) en de privacy verklaringen van de inrichter en de solidariteitsinstelling.

### Verwerkingsdoeleinden

De inrichter ontvangt de persoonsgegevens van de aangesloten en hun rechthebbenden van de Vereniging van Sectorale Instellingen (VSI).

De inrichter deelt met het oog op het beheren en uitvoeren van het solidariteitsreglement persoonsgegevens mee aan de solidariteitsinstelling.

De inrichter en de solidariteitsinstelling verwerken de persoonsgegevens van de aangesloten en hun begunstigen ("de betrokkenen") met het oog op de uitvoering van dit reglement, met uitsluiting van elk commercieel oogmerk, en dit op basis van een wettelijke verplichting (WAP).

In deze context hebben zij allen het statuut van verwerkingsverantwoordelijke.

Daarnaast kunnen de verwerkingsverantwoordelijken de persoonsgegevens verwerken voor de volgende doeleinden:

- het voldoen aan wettelijke en reglementaire verplichtingen zoals fiscale verplichtingen en dit op grond van een wettelijke bepaling;
- het beheer van het personenbestand voor de uitkering van de prestaties;
- de opmaak van statistieken, de detectie en preventie van misbruiken en fraude, het samenstellen van bewijzen, de beveiliging van goederen, personen, informaticanetwerken en –systemen van de verwerkingsverantwoordelijke, de optimalisatie van de processen, en dit op grond van het gerechtvaardigd belang van de verwerkingsverantwoordelijke;
- de adviesverlening op grond van het gerechtvaardigd belang van de verwerkingsverantwoordelijke, tenzij de betrokkene zich hiertegen verzet.

Voor het vervullen van deze doeleinden kan de verwerkingsverantwoordelijke persoonsgegevens ontvangen van de betrokkene zelf of van derden. In voorkomend geval kunnen deze verwerkingsdoeleinden gebaseerd zijn op de toestemming van de betrokkene.

#### **Categorieën van verwerkte persoonsgegevens en mogelijke ontvangers.**

Volgende categorieën van persoonsgegevens kunnen worden verwerkt: identificatie- en contactgegevens, financiële gegevens, persoonlijke kenmerken, beroep en betrekking, samenstelling van het gezin, gerechtelijke gegevens.

Deze gegevens kunnen worden meegedeeld aan een verwerker van de verwerkingsverantwoordelijken, aan een expert, een advocaat, een technisch adviseur, een verzekeraar.

Zij kunnen tevens worden meegedeeld aan om het even welke persoon of instantie in het kader van een wettelijke verplichting of een administratieve of rechterlijke beslissing of indien er een gerechtvaardigd belang bestaat.

#### **Rechten van betrokkenen.**

De aangeslotenen en hun begunstigen kunnen een gedateerde en ondertekende aanvraag richten tot een verwerkingsverantwoordelijke voor de uitoefening van hun recht op toegang, rechtzetting, wissing, beperking en overdracht van persoonsgegevens. Dergelijke aanvraag dient gericht te worden aan de DPO, Porta Secura, bereikbaar via e-mail op [michael.boeynaems@portasecura.com](mailto:michael.boeynaems@portasecura.com).

Meer informatie betreffende de bescherming en verwerking van persoonsgegevens is beschikbaar in de Privacyverklaring/het privacy beleid van de verwerkingsverantwoordelijken beschikbaar op hun website.

## **12. Geschillen en toepasselijk recht**

Het Belgische recht is van toepassing op dit solidariteitsreglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

\*\*\*